



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 419 du 6 février 2026

- Dans les quartiers, sur les lieux de travail et d'étude, exercer notre contrôle démocratique, postuler à diriger la société. Pour les municipales, militons et votons révolutionnaire - *Démocratie révolutionnaire*
- Actualisation du débat réforme ou révolution, relire Rosa Luxembourg à l'heure de la mondialisation des guerres commerciales et militaires et du réformisme impossible - *Démocratie révolutionnaire*

Dans les quartiers, sur les lieux de travail et d'étude, exercer notre contrôle démocratique, postuler à diriger la société Pour les municipales, militons et votons révolutionnaire

Le 15 mars, nous sommes appelés à voter pour les élections municipales. Les bilans d'autosatisfaction des maires sortants et la démagogie tout aussi satisfaite d'elle-même des postulants qui ignorent le plus souvent les préoccupations du monde du travail, des classes populaires, des femmes, des jeunes, et de toutes les victimes d'oppressions et de stigmatisation ne laissent guère d'illusions sur la capacité de ces élections de changer les choses. L'inquiétude est profonde, le mécontentement, la colère aussi en particulier sur des questions où les mairies ont un rôle à jouer comme le logement ou l'école mais les mairies sont prisonnières du système auquel les politiciens professionnels, de gauche comme de droite, sont totalement intégrés.

Les mairies ne sont pas en mesure de répondre aux effets de la crise mondiale du capitalisme qui secoue la planète, des guerres commerciales et militaires, du dérèglement climatique, sur le pays et sur nos vies, sur la régression sociale. Elles pourraient être cependant des instruments pour aider la population à s'organiser démocratiquement pour défendre ses droits, lutter contre le capital et l'État qui lui est soumis.

Le CAC 40, les milliardaires qui tiennent les rênes de l'économie et de la finance n'ont qu'une obsession : maintenir leurs profits sur les marchés financiers et les bourses, éviter la faillite face à la concurrence mondiale dans une économie folle qui ne fonctionne que dans le but de satisfaire les appétits de la finance et non les besoins de la population.

Leur système est à bout de souffle, il a atteint ses limites et ne peut se survivre que dans une fuite en avant aveugle dans la guerre commerciale, financière, militaire en dressant les peuples les uns contre les autres et en divisant les travailleur.es, en flattant la bêtise du nationalisme et des préjugés racistes et xénophobes.

Le CAC40 et ses serviteurs, Macron, Lecornu avec l'appui du PS aujourd'hui, demain la droite extrême et l'extrême droite auxquelles ils ouvrent la porte, nous font la guerre. Leur budget est un budget de régression sociale au service des milliardaires et de la politique de réarmement, du militarisme, de la guerre.

Ils suppriment 4000 emplois d'enseignants et Macron a annoncé 36 milliards d'euros en plus pour le budget des Armées d'ici 2030.

Ils veulent rétablir le service militaire pour embrigader la jeunesse, nous associer à leurs projets fous qui s'alignent sur ceux de Trump.

Ils intensifient l'exploitation et veulent licencier les jeunes, même en CDI, sans avoir à justifier un quelconque motif.

Au nom du paiement de la dette que l'État a contractée auprès des financiers et des banques pour nourrir les profits du capital, les dotations et subventions aux communes ont été drastiquement coupées, les budgets des services publics, de la santé, de l'éducation, du logement, de l'aide sociale, de la culture, de l'animation, du sport ont été réduits voire supprimés.

Cette dette doit être abolie, les banques expropriées avec la mise en place d'un service public bancaire sous contrôle des travailleurs et de leurs organisations.

Il n'y a pas d'autres réponses que l'expropriation de la minorité capitaliste et l'instauration du contrôle de la finance et de la production par les travailleur.es et la population.

La réponse à cette faillite globale du capitalisme ne peut se construire dans les élections, par le bulletin de vote, pas plus au niveau municipal que national voire européen. Elle est entre nos mains, entre les mains de celles et ceux qui produisent toutes les richesses que s'approprient, par la violence, la minorité capitaliste et les couches privilégiées.

« C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons »

Loin de nous résigner à la catastrophe annoncée que préparent les milliardaires en guerre entre eux et surtout contre le monde du travail pour concentrer entre leurs mains toujours plus de richesses, soyons sûrs qu'ils ne sont forts que de nos faiblesses. Toutes les compétences techniques et intellectuelles sont entre nos mains, tout le fonctionnement de la société repose sur nous, sur le monde du travail, sur notre travail collectif, socialisé et non, sur la folie des Musk, Arnault ou autres Bettencourt qui parasitent le travail humain. Leur délire est proportionnel à l'aberration de leur fortune.

10 % des plus riches sur la planète possèdent 75 % du patrimoine mondial, à l'opposé, les 2,8 milliards qui représentent la moitié la plus pauvre n'en détiennent que 2 %.

En France, 53 milliardaires possèdent plus que 32 millions de personnes !

Jamais les inégalités n'ont été aussi grandes, aussi révoltantes alors que la misère est de plus en plus importante ! Le chômage a augmenté de 6,8 % en un an. Des entreprises ferment ou restructurent. Les services publics sont attaqués de toutes parts. Les hôpitaux sont en déficit. Les services sociaux déjà incapables de répondre aux besoins de la population voient leurs budgets amputés, avec des licenciements à la clé. Les conditions de vie et de travail de la grande majorité ne cessent de se dégrader. La jeunesse est la première touchée.

Et les écarts se creusent.

La nouvelle aristocratie des milliardaires pille la société, elle n'abdiquera pas de ses privilèges, seule une nouvelle révolution pourra les abolir.

A l'image des travailleur-es, des jeunes de Minneapolis contre Trump, sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers, faire respecter nos droits

Depuis plusieurs semaines, le monde du travail, la jeunesse de la ville de Minneapolis, au Nord des USA, se sont mobilisés pour défendre les migrant-es ou toutes celles et ceux supposé-es l'être contre la police de l'immigration de Trump, l'ICE, milices de voyous fascistes que soutient l'extrême droite ici. La population s'est organisée pour les contrôler, surveiller leurs faits et gestes, aider les migrant-es qui ne pouvaient plus sortir à faire leurs courses, une magnifique solidarité humaine, solidarité de classe. Après que les milices de Trump ont exécuté par balles deux activistes, Renee Good et Alex Pretti, une vague de colère et de révolte a secoué le pays, des manifestations ont eu lieu dans plus de 300 villes défiant Trump et ses sbires, affirmant la force et la dignité du monde du travail toutes nationalités confondues. La mobilisation a obligé Trump à reculer très partiellement mais c'est un premier succès.

L'unité et la solidarité de classe sont nos armes. Ici aussi, il nous faut combattre les Darmanin, Retailleau et autres Bardella-Le Pen. Les mairies sous le contrôle de la population pourraient être une arme pour imposer l'accueil et la protection des migrant-es et pour que l'État instaure le droit de vote pour tout-es, la liberté de circulation et d'installation.

La mobilisation contre Trump aux USA est un encouragement aussi pour nous, elle montre la force et la richesse sociale, politique et humaine du monde du travail quand il agit par lui-même sans se laisser domestiquer par les appareils.

Nous l'avons vu et fait ici aussi, plus modestement, le 10 septembre, contre le budget d'austérité, de la même manière que les Gilets jaunes avaient fait paniquer Macron et les siens comme tous les partis institutionnels ou les adeptes du dialogue social.

Les mairies devraient être de véritables assemblées démocratiques et non des institutions soumises au maire, à l'Etat et aux classes dominantes

Les mairies devraient être des « communes », de véritables assemblées ouvrières et populaires permettant à la population laborieuse de prendre en main la gestion de la ville, servant de cadre d'organisation et de discussion de nos résistances et de nos luttes, un instrument pour préserver la dignité de toutes et tous. Les tâches de police ne devraient pas être abandonnées à un corps policier professionnel spécialisé, étranger à la population et qui échappe à son contrôle. Il revient à la population elle-même de gérer et contrôler l'ensemble de la vie de la cité.

La propagande réactionnaire agite en permanence la question de la sécurité, dans laquelle s'est engouffrée la gauche. Banalisation de l'armement de la police municipale, extension de ses pouvoirs en discussion au Sénat, généralisation de la « vidéoprotection »... la démagogie est omniprésente. Elle instrumentalise les drames qu'engendre la décomposition sociale et morale de la société fruit pourri de la violence économique et répressive du capital et de son Etat contre celles et ceux qui en sont quotidiennement les victimes. Elle n'a d'autre réponse que policière et sécuritaire alors que l'insécurité est d'abord le produit de l'insécurité sociale, du chômage et de la précarité et entretenue par les violences policières.

Nos exigences et nos armes pour transformer la société

Nous n'acceptons pas les injustices, et les inégalités, les rapports d'exploitation et de domination qui sont les bases mêmes de cette société au sein de laquelle une élite prétend imposer sa loi, ses règles et ses privilèges petits ou grands.

Nous pensons que le droit au travail et à un salaire décent est un droit inaliénable. Une société qui n'est pas en mesure de respecter ce droit doit céder la place. De la même façon si elle ne garantit pas le droit à la santé, à l'éduca-

tion et à la culture, à la retraite aussi, le droit au transport, le respect de l'environnement, si elle ne garantit pas la liberté de circulation et d'installation.

Incapable de satisfaire ces besoins élémentaires, elle gaspille des milliards dans la production d'armes pour la guerre ou dans l'industrie du luxe pour satisfaire les fantasmes et caprices de la minorité des riches.

La satisfaction de l'ensemble de ces besoins est possible immédiatement. Il suffirait pour cela d'en finir avec un mode de production et d'échange des biens fondé sur la recherche du profit par et pour une minorité, en finir avec la propriété capitaliste, pour réorganiser un mode production et d'échange visant à satisfaire les besoins de toutes et tous fondé sur la planification et la coopération des peuples.

C'est une nécessité si ne nous voulons pas payer le prix de la mondialisation de la guerre, du krach financier annoncé et de l'effondrement économique pour enfin vivre dignement dans le respect de la nature.

S'organiser, faire notre politique y compris sur le terrain électoral, dire nos colères et nos révoltes, votons révolutionnaire !

Les gesticulations de ceux qui dirigent le monde, la contagion trumpiste qui les gagne, leur aventurisme militariste sont la folie du système qui les a produits et portés au pouvoir. Trump est mégalo mais il est le représentant de l'ensemble de la classe dirigeante américaine de même que Macron a été porté au pouvoir par l'establishment qui s'apprête à le transmettre à l'extrême droite pour poursuivre la guerre contre les classes laborieuses.

Le capital, dans sa guerre contre le travail, ne nous laisse pas le choix.

Vivre libre, c'est être solidaire, c'est lutter collectivement contre ses oppresseurs, défendre ses propres intérêts collectifs, s'organiser, défendre notre politique pour exercer et faire respecter nos droits, y compris dans les élections.

Afin de s'y faire entendre, partout où c'est possible, il appartient à chacune et chacun de prendre sa place dans la constitution de listes révolutionnaires malgré les divisions et rivalités que nous avons besoin de combattre pour faire valoir nos intérêts communs. Constituer des listes pour les élections municipales de la même façon que travailler à nous organiser, à construire un parti révolutionnaire, c'est dégager ce qui rassemble et unit le monde du travail, les femmes, la jeunesse, nos intérêts communs et notre volonté de changer le monde.

A la manière des réseaux militants à Minneapolis ou comme nous l'avons fait pour *Bloquons tout*, nous avons les moyens et la force de nous regrouper pour nous constituer en tant que force politique, démocratique, révolutionnaire afin de contester la domination capitaliste dans les mobilisations quotidiennes comme dans les grèves, instaurer notre contrôle sur la société, pour le pouvoir du monde du travail, le socialisme.

Défendons l'unité des révolutionnaires, faisons vivre la démocratie, militons et votons révolutionnaire !

Démocratie révolutionnaire

Actualisation du débat réforme ou révolution, relire Rosa Luxembourg à l'heure de la mondialisation des guerres commerciales et militaires et du réformisme impossible

La question peut sembler simple, nous sommes révolutionnaires en rupture avec la gauche parlementaire, nous ne croyons pas à la voie électorale ni pacifique pour changer le monde, le débat est tranché. Sauf que derrière la simplicité des apparences, il y a une réalité plus complexe qui rend l'actualisation des débats à travers lesquels se sont formés les premiers partis ouvriers indispensable pour éclairer de l'expérience passée nos propres discussions et élaborer une stratégie pour le mouvement révolutionnaire.

Ce retour nous semble indispensable au regard de la nouvelle période de développement du capitalisme à laquelle l'humanité doit faire face. Les puissants mouvements de contestation à travers le monde dont le soulèvement de Minneapolis est un moment particulièrement important donnent à cette discussion sa pertinence et son urgence. Tout laisse penser que nous entrons dans une nouvelle période de guerres et de révolutions. Le mouvement ré-

volutionnaire façonné par des décennies de recul ne fera pas face aux révoltes à venir sans un bilan critique et une profonde volonté de se donner collectivement les moyens de répondre aux besoins de la nouvelle période.

Il nous faut repenser la révolution tant en fonction des besoins de notre activité -donner confiance et crédit aux idées révolutionnaires en démontrant les possibilités de leur réalisation objectives, pratiques, concrètes- et, aussi, en fonction du réarmement nécessaire du mouvement révolutionnaire. Les deux sont liés.

L'ensemble du mouvement révolutionnaire est frappé par les mêmes limites, produit d'une longue période de recul du mouvement ouvrier, conséquence du stalinisme et du fascisme sans possibilité de mettre en œuvre en pratique une stratégie révolutionnaire, sans réussir à jeter les bases ne serait-ce que de l'embryon d'un parti révolutionnaire du prolétariat.

Ce que Trotski décrivait comme la crise de la direction du prolétariat n'a pas été surmonté

La répétition de formules héritées de ce passé les vide de leur contenu révolutionnaire, finit par les transformer en simples proclamations plaquées sur une activité militante qui, privée d'un cadre stratégique fondé sur les évolutions des luttes de classes, ne peut que s'enfermer dans le dogmatisme volontariste ou s'adapter aux rapports de force, devenir opportuniste.

C'est cette situation et sa logique qui rend compte des divisions du mouvement révolutionnaire et de son incapacité à les surmonter.

Rompre cette logique implique de s'appropriier le marxisme non comme un dogme mais tel qu'il s'est développé et enrichi de la lutte de classe réelle, de ses succès, échecs, enseignements, de ses luttes d'idées, contre le réformisme, contre le dogmatisme et l'anarchisme, l'opportunisme, contre le stalinisme puis contre le marxisme mis à la sauce de la petite bourgeoisie nationaliste. C'est-à-dire se réapproprier les débats du passé pour analyser notre propre période, le développement du capitalisme aujourd'hui et en conséquence, des perspectives révolutionnaires du nouveau prolétariat, du lien dialectique entre conditions objectives et subjectives d'une transformation de la société, les implications stratégiques que l'on peut en dégager. Et, si l'émergence de nouveaux partis réformistes au sein du mouvement ouvrier est une vue de l'esprit, le débat réforme ou révolution garde toute sa pertinence au sein du mouvement révolutionnaire ainsi qu'au sein de l'ensemble des mouvements de contestation anticapitalistes, mouvements féministe, écologique, antifasciste.

De Bernstein à Mélenchon, une rupture historique sans retour possible

Le débat réforme ou révolution avec les partis de gauche est devenu sans objet du simple fait que le PS comme le PC ont totalement abdicé depuis longtemps même de prétendre réformer le système et transformé leur référence au socialisme et au communisme en une imposture impuissante à masquer leur intégration au système et à faire croire qu'il serait possible d'atténuer la régression sociale permanente qu'entraîne la politique des classes dominantes à l'heure du capitalisme financier mondialisé.

La France insoumise est née de cette faillite des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier. Elle a abandonné en route toute référence au socialisme et au communisme, pour substituer le peuple à la classe ouvrière, vanter la révolution citoyenne au fond des urnes, se donnant pour référence la révolution française de 1789 et exhibant son nationalisme dans son nom, la France insoumise. Elle est devenue une machine électorale au service de l'ambition présidentielle de Mélenchon, portée par les ambitions électorales, ambitions combinées aux illusions de ses membres, illusions ou plutôt incapacité à imaginer que la classe ouvrière soit capable de jouer son propre rôle. Le marxisme est pour eux une utopie,

au mieux, quand il n'est pas associé au stalinisme ou à la dictature de Xi Jinping...

L'évolution sociale et politique en France et dans le monde vient illustrer le fait qu'il n'y a plus de place aujourd'hui pour un parti qui défend « *la thèse de l'instauration du socialisme par le moyen de réformes sociales* » comme Rosa Luxembourg définissait le réformisme au sein du mouvement ouvrier en son temps.

C'est un fait historique et tout retour en arrière est impossible.

Confondre le populisme nationaliste d'une fraction de la gauche gouvernementale de JLM avec le réformisme est un aveuglement qui conduit soit à considérer que l'affirmation de son indépendance par rapport à LFI suffirait à définir une orientation révolutionnaire soit, pire, à chercher dans LFI la voie vers le mouvement ouvrier, une façon de rester une opposition à la gauche social-démocrate et stalinienne.

Le réformisme au sein du mouvement ouvrier est né, à la fin du XIX^{ème} siècle, des illusions suscitées par le développement du capitalisme qui aurait des « *capacités d'adaptation* » qui lui permettraient de surmonter ses contradictions et ses crises. Cette conception a été ruinée historiquement.

Plus d'un siècle plus tard, le capitalisme est atteint d'une maladie chronique, mondialisée, sans remède si ce n'est des expédients qui l'aggravent, la maladie de l'accumulation du capital sans issue si ce n'est la fuite en avant dans les spéculations, la guerre économique, le militarisme et la surexploitation des hommes et de la nature.

Les inégalités se creusent entre la grande majorité de la population et une infime minorité de parasites, l'oligarchie financière qui accapare l'essentiel des richesses. Il en résulte pour les classes dominantes et leurs Etats une grande instabilité, une crise politique internationale permanente dont nous voyons l'expression en France autour de la question du budget. Parallèlement, les appareils syndicaux totalement intégrés aux institutions de la bourgeoisie sont bien incapables d'apporter une amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, tout au plus tentent-ils de négocier les reculs que la lutte pour les profits de la bourgeoisie impose à celui-ci.

L'accélération de cette évolution ruine toute possibilité d'une renaissance de partis réformistes et souligne, au contraire, le fait que l'évolution de la société capitaliste prépare le passage au socialisme et fonde une stratégie révolutionnaire.

Au cœur de la question sociale et politique, l'émergence d'un parti révolutionnaire des travailleur·es

Le prolétariat rompt avec des décennies de relative paix sociale avec aussi les appareils de la gauche parlementaire ou syndicale même si cette rupture ne débouche pas sur une conscience révolutionnaire mais a laissé le terrain à un compromis entre gauchisme, nationalisme et parle-

mentarisme qu'incarne le populisme de gauche démagogique à la Mélenchon.

Cette orientation représente un courant politique international au sein de la gauche parlementaire bourgeoise dont on a pu mesurer l'impasse dans ses expressions européennes, Podemos, Syriza, Die Linke et qui renaît aujourd'hui en Grande Bretagne. Tous se sont avérés très vite des partis bourgeois ne cherchant qu'à s'intégrer au système, participer à sa gestion.

C'est une erreur de chercher à influencer les milieux populaires ou jeunes qui s'y retrouvent en laissant ou en entretenant le doute sur la nature de ces partis pour s'adapter au niveau de conscience dominant qui reste prisonnier du système et de ses institutions tout en ajoutant une couche de proclamation révolutionnaire. Bien au contraire, nous avons à affirmer une politique de parti pour défendre un programme de transformation révolutionnaire de la société sans concession.

D'où la nécessité de reprendre la discussion réforme ou révolution en notre sein ainsi qu'autour de nous dans les syndicats, dans les mouvements féministes, écologistes, antifascistes ou de solidarité internationale pour définir les présupposés d'une stratégie révolutionnaire.

« La théorie de l'effondrement » et « la nécessité historique du socialisme », le cadre stratégique défendu par Rosa Luxembourg contre Bernstein

Pour retrouver la vigueur, la jeunesse, la clarté de l'argumentation nous avons besoin de relire la brochure de Rosa Luxembourg, *Réforme sociale ou révolution ?*¹, qui rassemble une série d'articles (1898-99) contre divers écrits d'un dirigeant du parti social-démocrate allemand, Eduard Bernstein, qui était devenu le théoricien de « la thèse de l'instauration du socialisme par le moyen de réformes sociales », selon les mots de Rosa.

La discussion se déroule au cœur du développement du mouvement ouvrier se libérant des sectes à travers un débat public, sans concession ni censure, Marx n'était pas érigé en dogme. Le Parti social-démocrate d'Allemagne (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD) est le parti le plus important de la 2^{ème} internationale qui se revendique du marxisme. Il s'est formé à travers la bataille entre divers courants qui avaient contribué, à partir des révolutions de 1848, à sa création en 1875. Son programme, adopté à Erfurt en 1891, était le produit de cette bataille politique menée avec l'aide d'Engels (Marx est mort en 1883) par divers militants, August Bebel, Karl Kautsky, et aussi Bernstein lui-même. Alors que la bourgeoisie cherche à maîtriser le développement impétueux de la classe ouvrière, bien des confusions s'expriment en son sein que Rosa Luxembourg, à l'occasion du congrès de 1898, caractérise ainsi : « Les discours d'un certain nombre d'orateurs sur un point extrêmement important, sur la compréhension des rapports entre notre but final et

la lutte quotidienne, ont démontré qu'il existe dans notre parti une certaine confusion.

On déclare : ce qu'on dit du but final constitue un beau passage dans notre programme, qu'il ne faut certainement pas oublier, mais qui n'a aucun rapport direct avec notre lutte pratique. Peut-être même se trouve-t-il un certain nombre de camarades qui pensent qu'une discussion sur le but final n'est qu'une discussion académique. Je prétends, au contraire, qu'il n'existe pas pour nous, en tant que parti révolutionnaire, prolétarien, de question plus pratique que la question du but final. »

Cette confusion prit forme à travers les écrits de Bernstein dont le contenu fut résumé en une formule, « le but final n'est rien, le mouvement est tout », qui prenait clairement le contre-pied des thèses marxistes. Il argumentait du fait que le capitalisme, au cours de son développement, aurait développé des « capacités d'adaptation » de plus en plus grandes. Rosa résume : « D'après Bernstein, un effondrement total du capitalisme est de plus en plus improbable, parce que d'une part le système capitaliste fait preuve d'une capacité d'adaptation de plus en plus grande, et que, d'autre part, la production est de plus en plus différenciée. D'après Bernstein, la capacité d'adaptation du capitalisme se manifeste :

- 1- dans le fait qu'il n'y a plus de crise générale ; ceci, on le doit au développement du crédit, des organisations patronales, des communications, et des services d'information ;
- 2- dans la survie tenace des classes moyennes, résultat de la différenciation croissante des branches de la production et de l'élévation de larges couches du prolétariat au niveau des classes moyennes ;
- 3- enfin, dans l'amélioration de la situation économique et politique du prolétariat, grâce à l'action syndicale.

Ces observations entraînent des conséquences générales pour la lutte pratique de la social-démocratie : celle-ci, selon Bernstein, ne doit pas viser à conquérir le pouvoir politique, mais à améliorer la situation de la classe ouvrière et à instaurer le socialisme non pas à la suite d'une crise sociale et politique, mais par une extension graduelle du contrôle social de l'économie et par l'établissement progressif d'un système de coopératives. »

Selon Rosa, les évolutions du capitalisme, sa concentration, sa socialisation, débouchaient sur une aggravation de ses contractions, de sa marche vers « l'effondrement » et ne remettaient aucunement en cause les thèses de Marx. Le débat a donné raison aux révolutionnaires, tranché dans les faits quand la social-démocratie vendit le droit à la révolution du prolétariat pour le plat de lentilles des organisations légales.

L'opportunisme conduisit à la faillite de la II^{ème} internationale ralliant l'union sacrée lors du déclenchement de la 1^{ère} guerre mondiale, une catastrophe pour le mouvement ouvrier et révolutionnaire, pour l'humanité.

Dans *L'impérialisme stade suprême du capitalisme*, Lénine explique les causes profondes, sociales, du réformisme par le développement impérialiste du capitalisme et les

surprofits ainsi réalisés : « On conçoit que ce gigantesque surprofit (car il est obtenu en sus du profit que les capitalistes extorquent aux ouvriers de «leur» pays) permette de corrompre les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. Et les capitalistes des pays «avancés» la corrompent effectivement : ils la corrompent par mille moyens, directs et indirects, ouverts et camouflés.

Cette couche d'ouvriers embourgeoisés ou de l'« aristocratie ouvrière», entièrement petits-bourgeois par leur mode de vie, par leurs salaires, par toute leur conception du monde, est le principal soutien de la IIe Internationale, et, de nos jours, le principal soutien social (pas militaire) de la bourgeoisie. Car ce sont de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes, de véritables propagateurs du réformisme et du chauvinisme. »

Le réformisme en tant qu'adaptation passive du mouvement ouvrier au capitalisme conduisait à la catastrophe alors que la guerre vérifiait la « théorie de l'effondrement », la destruction du capitalisme par lui-même, dont l'ampleur des massacres et des destructions sans précédents de la guerre donnaient la mesure, effondrement qui ouvrait la voie à la réalisation de la « nécessité historique » de la révolution, illustrée par la vague révolutionnaire qui naissait de la guerre dès 1917, de l'exacerbation de la lutte des classes.

C'est à travers l'effondrement, la faillite des classes capitalistes que le prolétariat a pris conscience de lui-même, a rompu avec sa soumission politique pour prendre en main la défense de ses intérêts indissociables de ceux de l'ensemble de la société.

La troisième internationale généralisa cette expérience.

Alors que nous connaissons une nouvelle phase de crise du capitalisme qui bouscule toutes les données, il nous faut, à nouveau et à notre tour, remettre la discussion sur l'établi, reformuler la stratégie et le programme révolutionnaire dans un contexte où les décennies de recul ont vidé les idées du communisme de leur contenu révolutionnaire.

Retour au socialisme scientifique, le marxisme, pour penser une stratégie révolutionnaire

« La plus grande conquête de la lutte de classe prolétarienne au cours de son développement, écrivait Rosa Luxemburg dans sa polémique avec Bernstein, a été la découverte que la réalisation du socialisme trouve un appui dans les fondements économiques de la société capitaliste. Jusque-là le socialisme était un « idéal », l'objet de rêves millénaires de l'humanité ; il est devenu une nécessité historique. » [...] « L'idée est celle-ci : on suppose que le régime capitaliste fera naître de lui-même, à partir de ses propres contradictions internes, le moment où son équilibre sera rompu et où il deviendra proprement impossible. Que l'on ait imaginé ce moment sous la forme d'une crise commerciale générale et catastrophique, on avait de bonnes raisons de le faire, mais c'est finalement

un détail accessoire pour l'idée fondamentale elle-même. En effet, le socialisme scientifique s'appuie, on le sait, sur trois données du capitalisme :

1 - sur l'anarchie croissante de l'économie capitaliste qui en entraînera fatalement l'effondrement ;

2 - sur la socialisation croissante du processus de la production qui crée les premiers fondements positifs de l'ordre social à venir ;

3 - enfin sur l'organisation et la conscience de classe croissantes du prolétariat qui constituent l'élément actif de la révolution imminente. »

Ainsi « Bernstein élimine le premier de ces fondements du socialisme scientifique : il prétend que l'évolution du capitalisme ne s'oriente pas dans le sens d'un effondrement économique général. De ce fait, ce n'est pas une forme déterminée de l'écroulement du capitalisme qu'il rejette, mais cet écroulement lui-même. Mais alors une grande question se pose : atteindrons-nous le but final où tendent nos aspirations et, si oui, pourquoi et comment ? »

Cette grande question nous est posée avec d'autant plus de force que le passé est marqué par l'échec et le dévoiement des idées du socialisme et du communisme. L'expliquer et y répondre supposent une analyse historique du développement des luttes de classe qui permette de comprendre les échecs du passé, en quoi ils ne sont pas celui du mouvement ouvrier, du socialisme et du communisme et les raisons pour lesquelles la perspective révolutionnaire resurgit avec une force inégalée.

Si nous ne sommes pas capables d'y répondre, les propos de Rosa à l'égard de Bernstein qui, en récusant la théorie de la catastrophe, « refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste » s'appliquent à nous. « Il s'agit d'un fondement idéaliste du socialisme, excluant la nécessité historique : le socialisme ne s'appuie plus sur le développement matériel de la société. »

Ce faisant, Bernstein transforme le socialisme en utopie idéaliste, privé en même temps de toute perspective d'aboutissement. Ainsi que l'écrit Rosa Luxemburg, « Sans l'effondrement du capitalisme l'expropriation de la classe capitaliste est impossible. »

Dans *La faillite de la II^e Internationale*, en 1915, Lénine écrit : « Pour un marxiste, il est hors de doute que la révolution est impossible sans une situation révolutionnaire, mais toute situation révolutionnaire n'aboutit pas à la révolution. Quels sont, d'une façon générale, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous sommes certains de ne pas nous tromper en indiquant les trois principaux indices que voici :

1) Impossibilité pour les classes dominantes de maintenir leur domination sous une forme inchangée ; crise du «sommet», crise de la politique de la classe dominante, et qui crée une fissure par laquelle le mécontentement et l'indignation des classes opprimées se fraient un chemin. Pour que la révolution éclate, il ne suffit pas, habituellement, que «la base ne veuille plus» vivre comme aupara-

vant, mais il importe encore que «le sommet ne le puisse plus».

2) Aggravation, plus qu'à l'ordinaire, de la misère et de la détresse des classes opprimées.

3) Accentuation marquée, pour les raisons indiquées plus haut, de l'activité des masses, qui se laissent tranquillement piller dans les périodes «pacifiques», mais qui, en période orageuse, sont poussées, tant par la crise dans son ensemble que par le «sommet» lui-même, vers une action historique indépendante.

Sans ces changements objectifs, indépendants de la volonté non seulement de tels ou tels groupes et partis, mais encore de telles ou telles classes, la révolution est, en règle générale, impossible. C'est l'ensemble de ces changements objectifs qui constitue une situation révolutionnaire. »²

Il résumera plus tard son raisonnement dans *La maladie infantile du communisme* par une formule célèbre : « C'est seulement lorsque «ceux d'en bas» ne veulent plus et que «ceux d'en haut» ne peuvent plus continuer de vivre à l'ancienne manière, c'est alors seulement que la révolution peut triompher. »

L'évolution brutale du capitalisme mondialisé tend à la réalisation mondialisée de ces conditions de façon inégale et combinée en fonction des histoires de chaque continent et nation, effondrement économique, démocratique, géostratégique et écologique, les conditions d'une révolution mondiale, processus d'une ampleur dont la vague révolutionnaire de 1917 donne une idée.

De la proclamation révolutionnaire utopiste à la stratégie révolutionnaire

Rosa Luxemburg souligne les conséquences des idées de Bernstein : « Mais puisqu'il ignore dans la structure économique du capitalisme la dualité, le germe du socialisme, il lui faut pour sauver le programme socialiste, au moins dans sa forme, avoir recours à une construction idéaliste, extérieure à l'évolution économique et faire du socialisme, de phase historique déterminée du développement social qu'il est en réalité, un principe abstrait. »

L'affirmation de la nécessité d'une révolution par tous les courants du mouvement révolutionnaire actuels, la référence au marxisme, au trotskisme, en l'absence d'un programme clair, d'une stratégie fondée sur une analyse du caractère inédit de la période, la prise en compte de ses spécificités, revient, par d'autres voies, à faire du socialisme un principe abstrait.

En particulier, le refus de voir dans la crise globale dans laquelle s'enfoncé aujourd'hui le capitalisme à son nouveau stade du capitalisme financiarisé mondialisé, sa marche à la faillite, son effondrement, empêche de voir dans les mouvements de révolte qui se produisent un peu partout sur la planète en réaction aux reculs démocratiques et sociaux, les prémices de la prise en main par le prolétariat mondial de sa propre destinée. Et surtout de les inscrire dans une stratégie qui permette au mouvement révolutionnaire de sortir de l'impasse de ses divisions dogmatiques qui le paralysent.

« Le premier point très exactement établi par toute la théorie de l'évolution, écrivait Rosa Luxemburg, par la science en général, -point qu'oubliaient les utopistes et qu'oublie aujourd'hui les opportunistes qui craignent la révolution socialiste-, c'est qu'historiquement il doit sans aucun doute exister un stade particulier ou une étape particulière de transition du capitalisme au communisme. »

Nous sommes au cœur de cette « étape particulière de transition du capitalisme au communisme »

Plutôt que de répéter des formules toutes faites d'impérialisme dans la confusion ambiante qui voit Macron dénoncer l'impérialisme américain et l'impérialisme russe et les commentateurs voir le retour du colonialisme dont ils n'avaient pas vu la continuité à Gaza, il est indispensable pour le mouvement ouvrier d'avoir sa propre compréhension de la situation mondiale du point de vue des perspectives d'émancipation, non pas en regardant dans le rétroviseur mais en anticipant l'avenir pour le construire.

Nous avons besoin d'une politique de classe qui ne se limite pas à la dénonciation, à la solidarité et un anti-impérialisme creux.

Il est évident que l'incapacité de comprendre les bouleversements qui s'opèrent brutalement et de façon accélérée dans les rapports entre les classes et les nations comme les caractéristiques d'une nouvelle période qui rompt avec la période de l'impérialisme stade suprême du capitalisme décrite par Lénine empêche l'élaboration d'une stratégie adaptée à notre époque.

Pour une première raison qui renvoie au ressort de ce conservatisme qui est le besoin des directions autoproclamées de se faire les représentants d'une orthodoxie léniniste-trotskyiste qui justifierait leur existence et, deuxièmement, parce que cette démarche même empêche d'appliquer la conception matérialiste et historique à nous-mêmes, à notre propre histoire.

Elle reste prisonnière du passé au lieu de se projeter dans l'avenir.

Toute stratégie est fondée sur une compréhension de l'évolution historique, ce qui suppose d'accepter l'idée que le concept d'impérialisme est dépassé, vidé de tout contenu historique. L'utiliser comme une référence formelle, abstraite, la tendance expansionniste du capital et des Etats, le vide de tout contenu pour aboutir à ce que dénonce Lénine chez Kautsky, « à estomper, à émousser les contradictions les plus fondamentales de la phase actuelle du capitalisme, au lieu d'en dévoiler la profondeur. »

De la même façon que les révolutionnaires et Lénine avaient besoin d'analyser le capitalisme à son stade suprême pour comprendre et expliquer la faillite du mouvement ouvrier face à la guerre impérialiste, la scission entre réformistes et révolutionnaires et formuler une stratégie révolutionnaire, nous avons aujourd'hui besoin d'analyser l'évolution du capitalisme pour comprendre et expliquer

l'échec du mouvement révolutionnaire, sa décomposition en diverses fractions et formuler une stratégie pour le mouvement ouvrier face à la nouvelle période de guerres et de révolutions.

Le capitalisme est arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des multinationales et du capital fictif à travers la mondialisation et la financiarisation de l'économie

L'exportation des capitaux a cédé la place à un marché mondial financier et boursier qui draine les capitaux du monde entier au profit des multinationales qui dictent leur volonté aux Etats. Le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes a cédé la place à un partage des marchés et de la plus-value entre les multinationales interdépendantes et rivales.

A moins de vider le concept d'impérialisme de tout contenu de classe et historique pour le réduire à la conception de Kautsky que combattait Lénine, nous devons analyser le capitalisme au stade de la mondialisation et de la financiarisation pour vérifier, démontrer la théorie de l'effondrement et celui de la nécessité historique du socialisme.

La guerre d'Ukraine au cœur des confusions opportunistes

Elle a été et demeure l'expression la plus démonstrative des conséquences de cette rupture avec le raisonnement historique de classe pour lui substituer un raisonnement formel moraliste auquel répondait Lénine quand il écrivait en 1918 dans *La révolution prolétarienne et le Renégat Kautsky*³ : « *Le caractère d'une guerre (réactionnaire ou révolutionnaire) ne dépend pas de la question de savoir qui a attaqué ni en quel pays se trouve l'«ennemi», mais de ceci : quelle classe mène cette guerre, quelle est la politique dont la guerre est le prolongement ? Si la guerre est une guerre impérialiste réactionnaire, c'est-à-dire si elle est menée par deux groupements mondiaux de la bourgeoisie réactionnaire, exploiteuse, oppressive, impérialiste, toute bourgeoisie (même celle d'un petit pays) devient complice de cette spoliation, et mon devoir, devoir de représentant du prolétariat révolutionnaire, est de préparer la révolution prolétarienne mondiale, seul moyen de salut contre les horreurs de la tuerie mondiale. Ce n'est pas du point de vue de « mon » pays que je dois raisonner (car ce serait là le raisonnement d'un benêt, d'un petit bourgeois nationaliste, qui ne comprend pas qu'il est un jouet entre les mains de la bourgeoisie impérialiste), mais du point de vue de ma participation à la préparation, à la propagande, aux travaux d'approche de la révolution prolétarienne mondiale.* » Cette politique est notre fil conducteur combiné à la ligne définie par Liebknecht, « *L'ennemi principal est dans notre propre pays* » et celle du « *défaitisme révolutionnaire* », les deux éléments clés de rupture avec le cadre national bourgeois pour développer une politique internationaliste.

« Le point de vue de classe irréconciliable n'a de sens que si l'on se propose la prise du pouvoir »

Cette phrase de Rosa Luxemburg complète la démarche de rupture avec ce cadre national bourgeois, l'indépendance de classe se vide de tout contenu révolutionnaire si elle ne s'accompagne pas de la perspective de la conquête du pouvoir. L'adaptation contrainte à une période non révolutionnaire a réduit le programme de transition aux revendications transitoires, cette démarche se retrouve dans tous les domaines de l'activité.

La solidarité avec le peuple Palestinien, la lutte contre la guerre ne rompent avec le front unique pacifiste que si elles s'associent à la lutte pour le socialisme contre notre propre bourgeoisie. De même un front anti-impérialiste de solidarité avec le Venezuela devient un front avec les nationalistes.

La lutte contre la militarisation du monde, les guerres et la mondialisation de la guerre ne peut se limiter à une dénonciation pacifiste mais démontre que cette lutte est directement connectée avec la lutte pour les droits sociaux et démocratiques, la lutte pour le socialisme. L'antifascisme est vide de tout contenu s'il se limite à un combat pour les droits démocratiques sans lien avec le combat pour en finir avec la domination capitaliste et la conquête du pouvoir par les travailleurs. « *Nos méthodes de classe* » sont déterminées par le contenu de notre politique de classe qui est indissociable de la perspective de la conquête du pouvoir.

La lutte contre les violences faites aux femmes, le masculinisme, le patriarcat implique la lutte pour en finir avec les rapports d'exploitation et de domination, la révolution socialiste.

Il s'agit de donner au contenu même de la démarche du programme de transition, sa portée pratique immédiate, toutes les exigences du prolétariat doivent être formulées en lien avec la perspective de la conquête du pouvoir et de la révolution socialiste.

La formule « Le mouvement est tout, le but n'est rien » est, de fait, remise au goût du jour par l'activisme fractionnel

Elle se retrouve au cœur de l'activité quotidienne au sein des syndicats, les appels répétés à la lutte, à la grève générale devenue une formule incantatoire expression d'un recul devant la question du pouvoir et du socialisme.

La propagande se résume à dénoncer et à appeler à la lutte, à ne pas subir, ne pas être passif, en fait une injonction moraliste, le langage tenu en interne aux militant·es se reproduit dans la propagande.

Inévitablement, abandonner le but final ou en faire une proclamation abstraite conduit à la recherche de résultats pratiques. « *La construction du parti* » devient l'alpha et l'oméga, démarche qui se nourrit d'elle-même pour détourner des questions de fond.

Ainsi que l'écrivait Rosa « *Aussi ceux qui ne recherchent que les succès pratiques ont-ils tout naturellement tendance à réclamer la liberté de manœuvre, c'est-à-dire à séparer la pratique de la «théorie», à s'en rendre indépendants.* »

Toute l'activité militante est soumise à cette recherche des succès pratiques, pour faire des démonstrations, preuves que tel ou tel courant a raison, recherche dont le moteur est un moralisme volontariste qui s'oppose à toute pensée critique.

« *Formulation globale de l'évolution historique du capitalisme, écrivait plus loin Rosa, notre programme doit également décrire dans leurs traits fondamentaux toutes les phases transitoires de ce développement, et donc orienter à chaque instant l'attitude du prolétariat dans le sens d'une marche vers le socialisme. On peut donc conclure qu'il n'existe aucune circonstance où le prolétariat serait contraint d'abandonner son programme, ou d'être abandonné par lui.* »

On ne peut pas combattre les illusions réformistes sans proposer au quotidien une politique révolutionnaire, que ce soit dans les luttes, dans les syndicats, dans les manifestations, dans les rassemblements et cette politique commence par l'organisation des travailleur-es par eux-mêmes à la base.

La longue période de recul nous a contraints à suppléer au faible niveau de conscience par le volontarisme, aller aux travailleur-es, aller aux portes des usines. Mais en réalité gagner la classe ouvrière à ses idées, à l'indépendance de classe, à rompre avec la bourgeoisie en s'affirmant classe révolutionnaire postulant au pouvoir, est un travail politique qui suppose une stratégie révolutionnaire.

De la même façon, la capacité de faire vivre la démocratie au sein des organisations de masse dans lesquelles les travailleurs s'organisent eux-mêmes, se dirigent eux-mêmes et auxquels les partis et syndicats soumettent leurs propositions, les communistes révolutionnaires comme les autres, est une question politique.

C'est être animé de la conviction de la nécessité d'assemblées, indépendantes des appareils liés à l'État, aux patrons, pour que les travailleur-es prennent par eux-mêmes toutes les décisions, pour qu'ils se donnent les moyens de contrôler et de diriger leurs luttes, de contrôler la marche de la société, de conquérir le pouvoir démocratique et révolutionnaire.

Deux citations en guise de non-conclusion

Ce n'est pas la chanson de Bruce Springsteen, *Streets of Minneapolis*, mais un livre, *Tout pour tout le monde*. Une histoire orale de la Commune de New York, de deux autrices américaines M. E. O'Brien et Eman Abdelhadi, paru en 2024, dont la présentation nous dit : « *Nous l'avons fait ! La révolution a eu lieu. L'ère du capitalisme s'est effondrée pour laisser place à l'utopie résumée en une formule : « Tout pour tout le monde ». [...] Le bouleversement s'est produit entre 2052 et 2072, lorsque la Commune de New York a émergé. Les deux universitaires [...] donnent*

la parole à douze actrices et acteurs de cette révolution, des États-Unis à la Chine en passant par la Palestine, pour raconter le processus qui a mené le monde de l'effondrement économique, social et écologique à la guerre civile et jusqu'à la paix par l'application de valeurs écologiques et égalitaires. »

Dans leur introduction, revenant sur « *La préhistoire de la Commune : de la catastrophe à la rébellion* » on peut lire ces lignes qui illustrent notre propos : « *Au milieu de ce chaos de crise économique, de réalignment géopolitique, de changement climatique et de faillite étatique, les conditions nécessaires à une rébellion sont apparues. Les décennies précédentes avaient sapé la légitimité des partis réformateurs. Au début des années quarante, une forme ou l'autre de protestation de masse, d'émeute ou de mouvement armé avait eu lieu sur chaque continent. Diverses factions ont voulu profiter du chaos pour prendre le pouvoir : des alliances ethno-nationalistes et fascistes menées par les élites. Avant l'insurrection, certains groupes s'identifiaient comme communistes et étaient couramment appelés « l'extrême gauche ». Ces groupes, comme leurs cadres rhétoriques et théoriques, n'ont joué qu'un rôle marginal dans les insurrections. À leur place, ce sont l'horreur de la crise et les dynamiques de lutte qui ont impulsé un développement politique de masse. Toutefois, au cours de la décennie, ces insurrections ont pris un aspect de plus en plus communiste.*

Les premières communes à se relever des décombres se situaient au Proche-Orient (2041) et dans les Andes (2043). Ces insurrections sont devenues des modèles pour la communisation, au moment où de plus en plus d'États-nations sombraient dans la confusion. La première commune d'Asie centrale et orientale a fait son apparition à Xinjiang en 2045, et la première d'Asie du Sud à Chennai en 2047. La chute de la Chine et de l'Inde, énormes forces politiques et économiques en Asie, marqua la fin du pouvoir étatico-national sur le continent. »

Ce tableau anticipe les communes à venir dont Minneapolis est une préfiguration du processus à venir dans laquelle l'extrême-gauche ou plutôt le mouvement révolutionnaire dans toutes ses composantes est appelé, en réalité, à jouer un rôle déterminant pour aider à la conquête du pouvoir, à l'expropriation du capital et à l'émergence d'une société communiste même si ses « *cadres rhétoriques et théoriques* » semblent encore mal l'y préparer.

La transformation révolutionnaire de la société à l'échelle mondiale n'est pas une bataille rangée entre la bourgeoisie et le prolétariat mais le processus complexe qui combine l'effondrement de la classe dominante et l'affirmation de la classes exploitée et dominée en classe dirigeante.

Rosa Luxembourg indique le chemin : « *La doctrine marxiste est non seulement capable de le réfuter théoriquement mais encore elle est seule en mesure d'expliquer ce phénomène historique qu'est l'opportunisme à l'intérieur de l'évolution du parti. La progression historique du prolétariat jusqu'à la victoire n'est effectivement pas*

une chose si simple. L'originalité de ce mouvement réside en ceci : pour la première fois dans l'histoire, les masses populaires décident de réaliser elles-mêmes leur volonté en s'opposant à toutes les classes dominantes ; par ailleurs, la réalisation de cette volonté, elles la situent au-delà de la société actuelle, dans un dépassement de cette société. L'éducation de cette volonté ne peut se faire que dans la lutte permanente contre l'ordre établi et à l'intérieur de cet ordre. Rassembler la grande masse populaire autour d'objectifs situés au-delà de l'ordre établi ; allier la lutte quotidienne avec le projet grandiose d'une réforme du monde, tel est le problème posé au mouvement socialiste ; ce qui doit guider son évolution et sa progression, c'est le souci d'éviter deux écueils : il ne doit sacrifier ni son caractère de mouvement de masse, ni le but final ; il doit éviter à la fois de retomber à l'état de secte et de se trans-

former en un mouvement réformiste bourgeois ; il lui faut se garder à la fois de l'anarchisme et de l'opportunisme.

L'arsenal théorique du marxisme nous offre sans doute depuis plus d'un demi-siècle des armes capables de parer à l'un et à l'autre de ces dangers opposés. »

Le31/01/2026

Démocratie révolutionnaire

1 <https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1898/index.html>

2 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1915/05/19150500c.htm>

3 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/11/vl19181110i.htm>